

Un nouveau programme qui fait exploser les résultats en lecture chez les Premières Nations

Un programme révolutionnaire de l'Initiative d'Éducation Autochtone Martin a transformé deux écoles des Premières Nations en Ontario

[John Geddes](#)

2 juin 2015

Par un début de journée d'école le mois dernier, Dayna Thunder, 11 ans, s'affairait à peaufiner une lettre de présentation pour un emploi chez Tim Hortons. Son travail sur cet exercice d'écriture était pratiquement terminé — grammaire impeccable, présentation soignée — lorsqu'un visiteur s'est présenté dans la classe de 6^e année de l'école Hillside, gérée par la Communauté de Kettle et Stony Point, au sud-ouest de l'Ontario. Dayna pouvait donc se permettre de prendre une courte pause pour discuter.

Finalement, elle n'avait pas beaucoup de choses à dire sur cet emploi imaginaire chez Tim Hortons. Mais son visage s'est illuminé lorsque la conversation est passée aux romans qu'elle avait récemment dévorés — tous tirés de la liste de finalistes pour les prix "Forest of Reading", remis chaque année par l'association des bibliothèques de l'Ontario pour le meilleur livre sur la littérature jeunesse. Au sujet de sa future carrière, Dayna n'a pas hésité une seconde : « J'aimerais être bibliothécaire ou historienne », nous a-t-elle confié.

Il y a à peine quelques années, cette réponse aurait été étonnante de la part d'un élève de l'école Hillside. Comme dans de nombreuses écoles des Premières Nations à travers le Canada, l'enseignement de la lecture était problématique dans cette communauté Ojibwa située au bord du lac Huron. Les enseignants avaient tendance à blâmer les difficultés de leurs élèves de cette communauté de 2000 habitants, aux prises avec sa part de problèmes économiques et sociaux comme dans bon nombre de réserves. Devant l'échec de leurs élèves, les enseignants « avaient l'excuse facile », selon Cathy Hampshire, directrice de l'école. « Dommage, mais ils n'y arriveront pas. Essayons de les reconforter, assurons-nous qu'ils se sentent en sécurité à l'école. »

Mais les choses ont commencé à changer en 2010, lorsque l'Initiative d'Éducation Autochtone Martin, fondée par l'ex-premier ministre Paul Martin, a mis en place un projet d'écoles

modèles à Hillside, ainsi qu'à l'école primaire Walpole Island, située dans une autre communauté Ojibwa à environ 2 heures de route de Kettle et Stony Point. Le but du projet était de complètement réviser la méthode d'enseignement aux élèves comme Dayna. Quatre ans plus tard, les résultats étaient des plus inspirants.

Au moment de lancer le projet, seulement 13 % des élèves de 3^e année dans les deux écoles atteignaient ou dépassaient les cibles provinciales en matière de compétences en lecture lors de l'examen provincial de l'OQRE (Office de la qualité de la responsabilité en éducation). En 2014, 67 % des élèves de 3^e année des écoles Hillside et Walpole Island atteignaient ou dépassaient les normes de l'OQRE, juste sous la moyenne provinciale de 70 % de réussite.

Encore mieux, à l'examen d'écriture de l'OQRE, seulement 33 % des élèves de 3^e année des deux écoles atteignaient ou dépassaient la norme provinciale au début du projet, nombre qui est passé à 91 % en 2014 – de loin supérieur au taux de réussite de 78 % à travers la province. Des progrès similaires dans les examens de l'OQRE ont été mesurés chez les élèves de 6^e année des deux écoles, qui ont débuté le projet loin derrière la moyenne ontarienne, pour pratiquement rattraper les résultats de leurs pairs à travers la province.

Ces bonnes nouvelles — d'abord rapportées l'hiver dernier lorsque l'IEAM a publié des résultats préliminaires — arrivent à un moment où les Premières Nations ont un grand besoin d'espoir en matière d'éducation. Le 2 juin, la Commission de Vérité et Réconciliation du Canada, créée en 2007 pour enquêter sur l'histoire des milliers d'enfants autochtones assimilés dans des pensionnats subventionnés par l'état et exploités par des congrégations religieuses au cours du 20^e siècle, doit déposer son rapport final.

Le triste héritage des pensionnats autochtones, où de nombreux enfants ont été maltraités et forcés à abandonner leur langue et leurs traditions, plane sur toutes les discussions concernant l'éducation sur les réserves. Le dernier pensionnat a fermé ses portes en 1996, mais les écoles des Premières Nations, subventionnées par le gouvernement fédéral, ne donnent toujours pas aux jeunes autochtones les outils dont ils ont besoin pour réussir. Selon des chiffres publiés par Statistiques Canada en 2011, 58 % des élèves venant d'écoles situées sur des réserves ne terminent pas leurs études secondaires, comparativement à 10 % pour les jeunes non autochtones.

La plus récente tentative pour changer le statu quo est venue lorsque le premier ministre Stephen Harper a entrepris de négocier une entente avec l'Assemblée des Premières Nations (APN) pour une nouvelle loi sur le contrôle de leur système d'éducation. Mais le contenu de cette loi, qui visait à élever les normes dans les écoles situées sur les réserves, a profondément divisé l'APN et le regroupement de près de 600 bandes a finalement rejeté l'accord l'an dernier — avec les 1,9 G\$ en financement nouveau qui l'auraient accompagné.

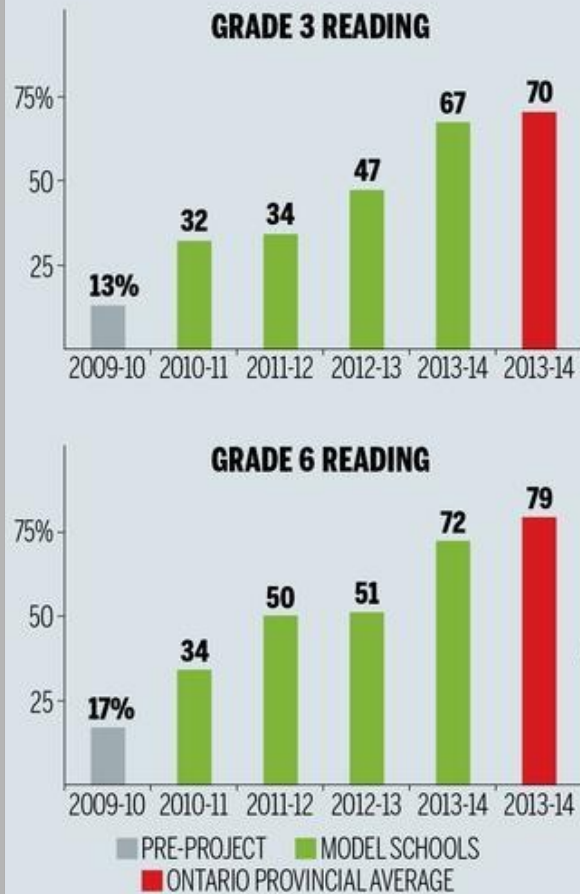
Dans ce climat lourd de torts historiques et de négociations avortées, le projet des écoles modèles est une lueur d'espoir. Paul Martin raconte que l'idée lui est venue il y a quelques années, lorsque son initiative identifiait la mesure des difficultés des élèves des Premières

Nations au niveau secondaire, où son organisme offre des formations en entrepreneuriat aux jeunes autochtones. « Les jeunes qui décrochent en 10^e année ne décrochent pas vraiment en 10^e année, selon monsieur Martin. Le mal était déjà fait en 4^e, 5^e et 6^e années, car ils n'ont pas appris à lire et à écrire. »



TURNING THE PAGE

Test scores from two on-reserve schools improved remarkably with help from the Martin Aboriginal Education Initiative



MACLEAN'S

Sources: Photograph by Cole Garside; "Wiji Kakendaasodaa: Let's all learn," by Julia O'Sullivan, Ontario Institute for Studies in Education (2015)

Pour trouver des manières d'intervenir plus tôt, monsieur Martin a demandé des conseils à la fondation du milliardaire de l'informatique, Bill Gates, qui avait déjà œuvré dans le domaine de la littératie aux États-Unis. À son grand étonnement, la fondation Melinda and Bill Gates lui a recommandé de rencontrer un groupe de pédagogues à Toronto, qui avait attiré l'attention quelques années auparavant en redressant les normes de littératie dans des écoles publiques ontariennes en difficulté. C'est ainsi que Paul Martin a fait la rencontre de Julia O'Sullivan, doyenne de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario à l'Université de Toronto, qui s'est engagée à agir comme conseillère principale de son projet d'écoles modèles.

Monsieur Martin a approché les chefs de Walpole Island et de Kettle et Stony Point pour connaître leur intérêt et ils ont rapidement accepté. Le soutien des leaders de la communauté, en particulier les directeurs d'école, était essentiel et la motivation chez les communautés était évidente. L'Initiative d'Éducation Autochtone Martin, avec l'aide financière de la fondation de la famille Pathy et de la fondation Lawrence and Judith Tanenbaum, s'engageaient à investir environ 1 M\$ sur cinq ans dans chacune des deux écoles.

Mais Julia O'Sullivan souligne que la promesse de nouvelles ressources était conditionnelle à un engagement à travailler, particulièrement avec les enseignants. Au cœur du modèle de « redressement d'écoles » développé pour les écoles publiques de l'Ontario se trouve une formation intensive des enseignants pour intégrer de meilleures pratiques d'enseignement de la lecture et l'écriture. Pour offrir cette formation professionnelle cruciale, madame O'Sullivan a recruté Vaughan Stoyka, professeure de renom du conseil scolaire Peel District, à l'ouest de Toronto. Les deux femmes avaient auparavant collaboré dans le cadre de l'initiative du gouvernement ontarien. « Lorsque monsieur Martin m'a demandé de travailler sur ce projet, se souvient Julia O'Sullivan, j'ai accepté, mais à une seule condition : je voulais Vaughan dans mon équipe ».

Pendant 4 ans, madame Stoyka était constamment présente aux écoles Hillside et Walpole Island. Mais que faisait-elle ? Lorsqu'on lui pose cette question, elle évite de répondre simplement. « J'étais motivatrice, mentor, conseillère ». Le directeur de l'école de Walpole Island, Steve Syers, membre de la nation Mohawk, considère que la formation offerte par madame Stoyka aux enseignants était cruciale pour la réussite du projet. Ce n'était pas seulement "voici le programme", selon lui; elle restait pour observer les enseignants. Elle a adapté la formation professionnelle à leur approche. Elle a absorbé des coups au début — " nous sommes tous un peu méfiants lorsque quelqu'un arrive et veut tout réorganiser."

Mais Stoyka a gagné la confiance de tous. Elle a instauré de nouvelles techniques basées sur la recherche académique pour enseigner la littératie aux enfants et pour organiser une salle de classe. Un des changements importants a été de poser une nouvelle règle non négociable nous explique-t-elle : " la lecture et l'écriture doivent être enseignées pour une durée de cent minutes tous les matins, et ce de la maternelle à la 8^e année. Aucune autre activité n'est permise durant cette période. Ce temps est consacré à l'enseignement et à rien d'autre."

Elle a également insisté sur le lien essentiel entre l'expression orale et la littérature. « La langue parlée est le fondement de la lecture, selon elle; l'enseignant doit en tenir compte. » Dans les écoles Hillside et Walpole Island, on peut maintenant entendre les enseignants insister pour que leurs élèves s'expriment avec des phrases complètes ou utilisent des pronoms adéquats. Pour Stoyka, cet accent sur la langue parlée comme fondation de la lecture et de l'écriture n'a pas la même importance dans les écoles où la plupart des élèves grandissent dans des milieux plus aisés et ont davantage d'occasions de développer leurs compétences orales à l'extérieur de l'école.

Le projet a également établi un objectif clair : améliorer les résultats aux examens de l'OQRE pour rattraper la moyenne provinciale. Les enseignants ont souvent des réticences à trop mettre l'accent sur les examens. Mais les examens ont été utilisés abondamment dans les écoles Hillside et Walpole Island, afin d'identifier les besoins des élèves et de mesurer leur progression. " Les examens étaient importants", raconte Nebeesh Shognosh, enseignante née à Walpole Island qui a accepté un rôle spécial de liaison entre l'IEAM et l'école et fait passer un grand nombre d'examens. " Au début, je n'accordais pas beaucoup de crédibilité à l'OQRE", confie Katie Padfield, enseignante de 3^e année à l'école Hillside, "mais il faut jouer le jeu pour aider les jeunes à être fiers".

En voyant les résultats aux examens s'améliorer, les écoles y ont trouvé une nouvelle manière d'engager les parents. " Nous avons commencé à parler de nos réussites dans des bulletins que nous faisons distribuer à la maison", raconte Styers. En partageant la fierté des élèves, les écoles ont évolué au sein de la communauté. "On ne voit plus de graffitis sur l'école", selon Tom Bressette, chef de Kettle et Stony Point. "Il n'y a plus de vitres cassées".



Mais tout ne s'est pas passé sans heurts. Certains enseignants n'ont pas voulu s'ajuster et ne travaillent plus dans les deux écoles, où les enseignants n'étaient pas syndiqués. « Je savais que ma position serait perçue comme intransigeante par le personnel », avoue monsieur Styers. Pour Hampshire, les attitudes se sont mises à changer lorsque les enseignants ont réalisé les avantages concrets du projet. « Nos enseignants n'avaient jamais de nouveaux manuels ni d'occasions de formation professionnelle. Le financement n'y était tout simplement pas. »

Les deux directeurs affirment que l'IEAM leur ont offert un soutien sans précédent. En comparaison avec les écoles publiques provinciales, celles situées sur des réserves sont sous-financées pas le gouvernement fédéral. De plus, elles ne bénéficient pas du soutien d'un conseil scolaire local. Selon monsieur Styers, l'IEAM a souvent agi comme l'aurait fait un bon conseil scolaire. Ainsi, du jour au lendemain, il pouvait compter sur quelqu'un lorsqu'il avait besoin d'aide ou de conseils professionnels.

Mais la base du projet était la formation des enseignants, conçue spécifiquement par madame Stoyka pour les salles de classes des deux écoles. Pendant 4 ans, elle dirigeait régulièrement des sessions de développement professionnel, dans les deux écoles. « C'était la chance d'une vie, selon monsieur Styers. Nous avons cherché à en tirer profit au maximum. »

Pour Julia O'Sullivan, l'importance d'améliorer les compétences des enseignants met en lumière un enjeu qui dépasse la problématique des écoles des Premières Nations. « On ne fait pas un assez bon travail pour former les enseignants en matière de lecture et d'écriture », selon elle. Dans les collectivités de classe moyenne, où la majorité des jeunes ont accès à des livres à la maison et à du contenu écrit sur le Web, les parents arrivent souvent à compenser pour les lacunes de l'enseignement. Mais, « dans les écoles desservant des populations avec des besoins particuliers, nous avons des enfants qui doivent absolument avoir accès à un enseignement de première qualité, sans quoi les conséquences sont particulièrement sérieuses ».

Et selon les résultats aux examens, ces populations semblent bénéficier lorsque l'enseignement est amélioré. Mais ces gains peuvent-ils être consolidés ? Le projet entre maintenant dans une phase de 2 ans d'observation. Stoyka n'est plus sur place toutes les 2 semaines. Les enseignants doivent continuer à travailler efficacement, mais sans aide extérieure — ni pression. De plus, les directeurs admettent que le projet n'était pas une panacée non plus. La lecture et l'écriture se sont grandement améliorées, mais, selon Styers, les mathématiques restent difficiles.

Les effets positifs du projet, cependant, sont indéniables. Parmi ces effets, on note particulièrement la baisse du nombre d'élèves identifiés comme ayant des « besoins particuliers », c'est-à-dire nécessitant des interventions coûteuses comme des traitements orthophoniques. Dans les deux écoles, le pourcentage d'élèves de la maternelle à la 3^e année identifiés comme ayant des besoins particuliers est passé de 45 % à 19 % pendant la durée du projet. De la 4^e à la 6^e année, la proportion est passée de 24 % à 4 %. « L'enseignement s'est amélioré et les attentes ont suivi et les enfants ayant vraiment des besoins particuliers sont devenus plus faciles à identifier », explique Julia O'Sullivan.



Monsieur Martin estime que les économies réalisées en réduisant le recours à l'éducation spécialisée devraient contribuer à compenser ce qu'il en coûterait pour étendre le programme à toutes les communautés autochtones intéressées. Selon lui, les demandes des Premières Nations à son organisme ont explosé. Mais bien que son organisme, grâce au soutien de deux fondations de bienfaisance ait pu financer les deux projets pilotes, seul le gouvernement pourrait financer le programme à l'échelle nationale. " Lorsque nous avons démontré qu'une réforme du système était possible et que les Premières Nations veulent participer, le gouvernement se doit d'avouer que c'est un bon projet et qu'il va l'appuyer ", explique monsieur Martin. Mais il ne faut pas s'attendre à des changements à court terme. Paul Martin est un ex-chef libéral et n'hésite pas à critiquer ouvertement la politique autochtone du gouvernement Harper. Aucune initiative comportant son nom ne risque de progresser pendant que les conservateurs sont au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, Carlana Lindeman, directrice du programme d'études de l'IEAM, voit un énorme potentiel à l'échelle nationale. Elle estime que l'approche du projet pourrait être reproduite partout au Canada pour environ 350 000 \$ par année dans les écoles des Premières Nations ayant accès au réseau d'autoroutes et environ 500 000 \$ dans les réserves plus isolées. « Nous sommes très optimistes que ce projet ne serait pas difficile à reproduire dans d'autres régions », affirme madame Lindeman. "Pas difficile, avec un peu de volonté politique et de financement public.

Les jeunes ne se perçoivent évidemment pas comme des personnes qui servent d'expérience pour un projet de politiques publiques. Trois élèves de 8^e année de l'école de Walpole Island haussent les épaules lorsqu'on leur demande de commenter l'enseignement qu'ils ont reçu dans les dernières années. Pourtant, ils semblent en avoir bénéficié. Corbin Jacobs parle de devenir travailleur social pour venir en aide aux membres de sa communauté. Kallie Johnson compte étudier la pâtisserie dans un collège communautaire et démarrer son propre commerce. Desi Sands souhaite devenir vétérinaire. Et pourquoi pas ? Ils lisent et écrivent assez bien pour faire ce qu'ils désirent. Si seulement c'était la norme dans toutes les écoles des Premières Nations, comme c'est le cas dans ces deux écoles particulièrement chanceuses.